



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

240 | Octobre-Décembre 2007

Milieu insulaire : varia

Les variations spatiales du financement des politiques publiques sportives des communes de la Réunion

Olivier Naria



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/2491>

DOI : 10.4000/com.2491

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 281-304

ISBN : 978-2-86781-425-9

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Olivier Naria, « Les variations spatiales du financement des politiques publiques sportives des communes de la Réunion », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 240 | Octobre-Décembre 2007, mis en ligne le 01 octobre 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/2491> ; DOI : 10.4000/com.2491

Les variations spatiales du financement des politiques publiques sportives des communes de la Réunion

Olivier NARIA ¹

De domaine cloisonné jusque dans les années 1960 sur l'île de la Réunion, le sport s'est transformé pour devenir, sous des formes diverses, une composante de la vie quotidienne d'une grande majorité de Réunionnais, un vecteur de développement économique, ou un atout de valorisation du territoire (Naria, 2005a).

L'universalité, la popularité et la domination des pratiques sportives dans la culture des loisirs représentent des faits marquants du second millénaire et constituent un véritable phénomène identitaire dans la société. L'amélioration des conditions de vie (Live, 1999), la progression des moyens de communication (Scherer, 1998) et le développement de la société des temps libres contribuent à l'adhésion de nouveaux loisirs sportifs chez les habitants locaux.

De 1949 à 2005, les licences délivrées par les différentes ligues et comités réunionnais sont passées de 573 à 132 503 réparties dans 1 379 clubs, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 9,4 % des licenciés sur la période considérée. Les pratiquants licenciés représentent approximativement 17 % de la population au début de la décennie 2000. La proportion est plus importante, si l'on tient compte de la pratique qui s'exerce à la périphérie de l'encadrement officiel. Ainsi, la pratique sportive a connu un essor spatial, économique et politique croissant depuis la départementalisation.

Dans le même temps, les acteurs politiques se sont intéressés au phénomène sportif. Face à cet engouement populaire, les hommes politiques réunionnais ont vu un formidable outil de communication dans l'attente d'adhésions

1. Docteur en géographie ; Centre de Recherches et d'Études en Géographie de l'Université de la Réunion (CREGUR) ; Centre Universitaire de la Recherche en Activité Physique et Sportive (CURAPS), Université de la Réunion ; olivier.naria@univ-reunion.fr

électorales et ont été obligés de développer des politiques sportives de régulation des cités en raison de l'environnement socioculturel largement marqué par des maux durables.

Dès lors, la prise en compte du contexte local permet de mieux comprendre les politiques publiques sportives aujourd'hui. La constante augmentation de l'adhésion fédérale ou de pratiquants non institutionnels (Bessy et Naria, 2003, p. 63), les besoins croissants en équipements sportifs (Naria, 2004), la progression envers l'animation sportive et les stratégies des acteurs marchands du sport (Naria, 2005b) représentent les domaines d'actions privilégiés des responsables communaux.

Notre objectif est d'identifier quels sont les comportements spatiaux du financement sportif des communes réunionnaises ? mais aussi, comment peut-on interpréter les politiques publiques du sport qui sont mises en œuvre localement ?

Au regard de l'exploration des ressources financières mobilisées dans ce secteur, l'analyse montre que ces dernières sont complexes et hétérogènes. Au-delà du constat des faits, la décision politique en la matière est intimement liée aux spécificités géographique, socio-économique, urbaine, démographique et à la demande de la population. Cette vision de l'engagement des budgets sportifs apporte des éclairages sur l'action politique impulsée à l'échelle des communes.

I – Le cadre théorique et méthodologique de la recherche

1 – Le cadre de référence théorique

Notre communication s'inscrit dans la perspective théorique ouverte par les travaux de Jean Praicheux (1993), mais aussi de celle de Jean-Pierre Augustin (2002) sur « les dynamiques socio-spatiales du sport ». Cette approche sur la géographie du sport vise à effectuer des diagnostics d'espaces sportifs. Elle est basée sur la cartographie afin de mettre en valeur les régularités et les facteurs explicatifs de la répartition du fait sportif. La démarche cherche alors à mettre en évidence les distributions territoriales du champ sportif tels que les équipements, les licenciés, les clubs, les configurations d'acteurs de la communauté sportive, ou en ce qui nous concerne, le financement des politiques publiques sportives.

2 – La démarche méthodologique

Elle s'appuie sur une démarche à la fois quantitative et qualitative sur les politiques publiques sportives à la Réunion.

Date valeur	Collectivités	Nature des données
2000	Communes	État des lieux du budget total des communes de la Réunion, Crédit Local de France
2000	Communes	Étude sur l'impact économique du sport à la Réunion, Cabinet Synthèse - Direction Régionale des Affaires Culturelles et Sportives (DRACS), Conseil Régional
2000	Communes	Les Offices Municipaux du Sport et les structures de l'animation sportive à la Réunion : états des lieux et prospectrices, rapport mission CROMS-Région Réunion, 2000, Naria O.
1995-1998	Communes	Données quantitatives pour l'île de la Réunion : le financement du sport par les conseils régionaux, les conseils généraux, les communes de plus de 20 000 habitants ; les syndicats d'agglomération nouvelle et les communautés urbaines, (coord.) Charrier D., PUS.
1990	-	Le financement public du sport à la Réunion, DDJS Réunion
1989-1992	-	« Le sport dans les communes: diagnostic économique », Mission d'assistance conseil confié par la Région Réunion au Cabinet Conseil Étude Gestion (CEG) Sports, Loisirs et Tourisme pour les communes de l'île
2000	Avirons	Responsable animation sportive
2000	Bras-Panon	Directeur de l'OMS
2000	Cilaos	Le maire - Directeur de l'OMS
2000	Entre-Deux	Maire de l'Entre-Deux - Directeur de l'OMTCL
2000	Étang-Salé	Président de l'OMS
2000	Petite-Île	Directeur de l'OMSAE
2000	Plaine des Palmistes	Adjointe déléguée au sport - Directeur de l'OMS
2000	Le Port	1 ^{er} adjoint au maire - Directeur de l'OMS
2000	La Possession	Service Animation de la Mairie
2000	Saint-André	Directeur de l'OMAG
2000	Saint-Benoît	Maire de la commune - Cadre territorial de la mairie et acteur associatif sportif
2000	Saint-Denis	Directeur du SMS - Président de l'OMS
2000	Saint-Joseph	Directeur de l'OMS
2000	Saint-Leu	Cadre territorial de la mairie et acteur associatif sportif
2000	Saint-Louis	Directeur de l'OMJS
2000	Saint-Paul	Adjoint délégué aux sports, ancien président OMS/SMS - Adjoint délégué aux sports - Directeur du service financier
2000	Saint-Philippe	Directeur de l'OMS
2000	Saint-Pierre	Le maire - Directeur du SMS - Président de l'OMS
2000	Sainte-Marie	Directeur de l'OMS
2000	Sainte-Rose	Directeur de l'OMS
2000	Sainte-Suzanne	Directeur de l'OMS
2000	Salazie	Directeur de l'OMS
2000	Le Tampon	Directeur du SMS - Directeur de l'OMS
2000	Trois-Bassins	Service Animation de la mairie

Tableau 1. – Les sources de la base de données du financement sportif des collectivités réunionnaises.

(Source : Naria, 2001)

Les politiques sportives des vingt-quatre communes de la Réunion ont été évaluées au niveau quantitatif. Il s'agit d'une étude menée au Comité régional des Offices municipaux du Sport (CROMS) sur le financement des politiques d'équipements et d'animation du sport (Naria, 2001). Les informations obtenues ont été croisées avec celles qui provenaient d'une étude globale sur l'impact économique du sport à la Réunion (Région Réunion, 2001). Ces données offrent un cadre interprétatif sur les structures géographiques des politiques sportives des communes à l'aide d'indicateurs similaires à chaque commune.

Au niveau qualitatif, divers acteurs du sport ont été interrogés dans le but de préciser le financement sportif des communes (tabl. 1). Nous avons interrogé le maire ou ses adjoints administratifs (directeur général des services). De plus, les directeurs des Services Municipaux du Sport (SMS) et les présidents d'Offices Municipaux du Sport (OMS) ont été sollicités.

3 – La définition des politiques publiques sportives

Les politiques publiques sportives dans les communes peuvent revêtir plusieurs domaines. L'aide aux associations sportives, la création des infrastructures, les budgets de fonctionnement, les recrutements de personnels ou la formalisation de politique de tourisme sportif représentent des illustrations explicites en ce sens. Ainsi, si l'on se réfère aux travaux de Patrick Bayeux et de Jérôme Dupuis, ils considèrent que la politique publique sportive se définit dans l'identification des relations qui se nouent entre le domaine sportif et les autres champs des politiques publiques. Ils affirment ainsi qu'

« une politique sportive territoriale s'inscrit toujours dans une politique plus globale. Celle-ci est avant tout fondée sur un certain nombre de valeurs idéologiques, philosophiques, personnelles, collectives qui constituent l'orientation d'une collectivité » (Bayeux, Dupuis, 1996, p. 46).

Par conséquent, le segment sportif interfère avec les autres axes des politiques publiques, tels que les secteurs sociaux, culturels, économiques développés par les institutions locales (Bayeux, 1996). De leurs côtés, Jean-Paul Callède et Michel Dané insistent sur le fait que

« pour prendre sa pleine intelligibilité, l'action sportive communale doit être abordée en termes de politique publique parce que le secteur du sport se trouve à l'intersection d'autres domaines politiques » (Callède et Dané, 1991, p. 180).

Sur ces multiples aspects, on entrevoit les relations qui s'instaurent entre les diverses sphères de la politique publique en vue de déterminer les caractéristiques des politiques sportives qui conditionnent leurs financements. Cette dimension des politiques sportives reste cependant rare, faute d'une base de

données suffisante. Les politiques sportives représentent un des moyens de la structuration des territoires qui valorise une région. Elles participent aussi à la création d'une véritable identité locale à laquelle s'intéressent les décideurs. Les acteurs comme les élus aux sports ou les responsables des services des sports guident les orientations des problématiques sportives dans la politique locale (Chazaud, 1989). Les concepts de pouvoir, de stratégie et de jeu deviennent alors incontournables pour expliquer les possibilités d'action ou de non action de chaque acteur sportif (Naria, 2005a). L'intérêt porté sur cette thématique des politiques publiques permet d'identifier exhaustivement les logiques, les enjeux et les limites du financement qui constituent un domaine privilégié des orientations des politiques sportives.

Étant donné les multiples définitions de « budget sportif » en fonction des collectivités locales (Charrier, 2002, p. 20), nous avons retenu le budget total du sport et le budget sportif par habitant, afin de fournir les lignes de conduite des communes locales (les données sont présentées en euros).

II – Les tendances lourdes d'évolution et les facteurs explicatifs de l'investissement à la pratique fédérale à la Réunion

Les statistiques fédérales relatives aux effectifs licenciés montrent qu'aujourd'hui la pratique sportive présente un poids considérable à la Réunion. L'augmentation régulière dans le temps et la diversification de son offre en constituent les principaux éléments, à l'instar de la situation observée en France métropolitaine (Mignon et Truchot, 2002).

1 – Une constante augmentation du nombre de licenciés

Selon les historiens, les licenciés étaient évalués à 573 en 1949. Leur nombre a été multiplié par 230 pour être en 2005 de 132 503 licenciés (fig. 1). La même année la population de la Réunion était de 728 000 habitants, soit environ un ratio de 18 licences pour 100 habitants.

Mais ce chiffre cache la pauvreté du sport civil réunionnais car il inclut les effectifs du sport scolaire qui sont plus importants : 27,6 % à la Réunion contre 18,6 % en métropole. Sur un total de 109 fédérations ou groupements sportifs représentés en France, on en retrouve 61 dans le paysage sportif local alors que les disciplines étaient organisées autour de 9 en 1949.

Selon nos observations, faute d'enquête sur ce sujet, nous pensons qu'il existerait approximativement 110 000 licenciés en raison du taux de multilicenciés, eu égard du croisement des données entre la jeunesse de la population et de l'investissement dans le sport scolaire.

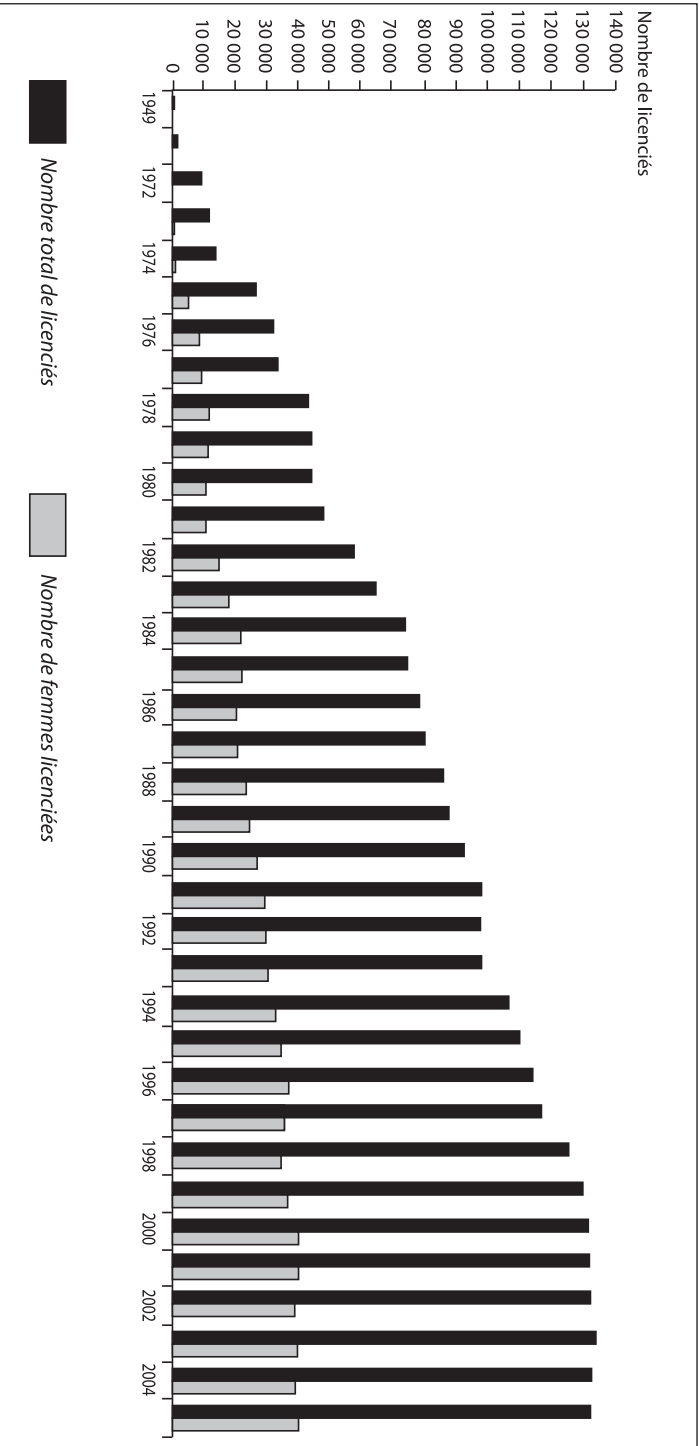


Figure 1. – L'évolution des licenciés à la Réunion de 1949 à 2005.

(Source : Sport colonial, A.J. Benoît, 1996 ; Sport et décolonisation, E. Combeau-Mari, 1998 ; BD du Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), Service statistique, L. Boyer 1972-2000, La pratique sportive fédérale à la Réunion, rapport intermédiaire du Cabinet synthèse, Conseil Régional, 2000 ; Naria, 2005).

Cette évolution est très révélatrice du poids représenté aujourd'hui par les pratiques sportives à la Réunion. On peut distinguer quatre principales périodes :

- *De 1949 à 1960 : une croissance modeste* : Le nombre de licences a triplé passant de 576 à 1 815, soit une multiplication de 3 fois, pour une offre totale composée de 13 disciplines sportives différentes de 1949 à 1960. Cette croissance modeste évolue en même temps que l'offre se structure. Le nombre de licences par habitant demeure marginal avec respectivement 0,2 % et 0,5 % aux deux dates.
- *De 1960 à 1972 : une croissance soutenue* : Le nombre de pratiquants connaît une augmentation de 5,5 fois sur la période de 1960 à 1972. Cette progression soutenue montre que 9 906 joueurs sont rassemblés dans 20 disciplines différentes en 1972. Cependant cette situation révèle que seulement 2 habitants sur 100 possèdent une licence.
- *De 1973 à 1985 : une croissance confirmée* : Les effectifs licenciés passent de 12 072 à 74 723, soit une majoration de 6 fois sur la période de 1973 à 1985. Cette progression confirmée met en valeur un nombre de licences par habitant, qui est plus significatif de l'évolution favorable en cours. Il représente 13 habitants sur 100 qui possèdent une licence en 1985. Pour sa part, l'offre se diversifie considérablement avec 43 ligues et comités sportifs présents.
- *De 1986 à 2005 : une croissance faible* : Le nombre de licences connaît un facteur multiplicateur de 1,7 fois, pour atteindre 132 503 au lieu de 78 331, de 1986 à 2005. Cette progression faible cache cependant une proportion plus grande des détenteurs de licences dans la population totale qui atteint le chiffre de 18 %.

Au terme de cette évolution, on peut s'interroger sur les principales causes qui expliquent cette augmentation des pratiquants fédéraux.

2 – Les facteurs explicatifs de l'adhésion à la pratique sportive

Cette progression continue des affiliations de la pratique sportive résulte de la conjugaison de multiples facteurs liés à l'évolution des mentalités et aux changements intervenus dans les modes de vie de la société réunionnaise durant ces dernières années.

a - L'évolution du cadre sportif

Le premier facteur est d'ordre sportif avec la création et la structuration progressive des ligues et des comités sportifs réunionnais, comme l'indique le tableau 2. À partir de 1971, il faut considérer le rôle grandissant assuré par le sport « interquartiers » dans le processus de diffusion de la pratique sportive. L'adjoindé déléguée aux affaires sportives de Saint-Denis affirmait que les

interquartiers ont fourni aux villes de la Réunion le modèle réussi d'une pratique semi-encadrée, permettant aux amateurs de s'exprimer,

« tout en développant le sens de la responsabilité, généralisant l'animation, impulsant les relations assurant la promotion personnelle et confortant la cohésion sociale » (Mollard, 1996, p. 13).

L'adhésion à la pratique sportive s'explique aussi par une plus grande diversification des disciplines sportives. En effet, l'apparition et la structuration institutionnelle des sports de nature (Bessy et Naria, 2003, p. 63), – comme la randonnée pédestre, le surf, le canyoning,... – ou des pratiques de la forme physique – comme le fitness ou l'aérobic,... – durant la dernière décennie, ont participé à la croissance des effectifs. Dans le même temps, cette situation tient aussi au début du comptage des effectifs du sport scolaire à partir de l'année 1974. Parallèlement, la même année, la mise en place du Comité Régional Olympique et Sportif (CROS) a contribué à atteindre une autre dimension du sport fédéral. Les présidents du CROS et du CROMS soutiennent que les progrès ont été effectifs en raison du renforcement et de la structuration du secteur sportif. Ces deux acteurs sportifs ont alors développé une stratégie globale, en réponse aux attentes de la population réunionnaise. Ils affirment que ce succès s'explique par l'action de privilégier les dimensions humaine et sociale du sport en promouvant le dynamisme des associations sportives qui repose sur l'insertion sociale et qui concourt au développement économique de l'île. D'autre part, il ne faut pas négliger le rôle de la démocratisation du sport qui s'est appuyée d'une part, sur les progrès de la pratique féminine, notamment en gymnastique, et d'autre part, sur la mise en place d'une politique sportive orientée vers le haut niveau. De plus, en marge des finalités des pratiques purement compétitives, certaines ligues ont su capter un public plus versatile qui consomme davantage des licences de type loisirs. À titre d'exemple, il s'agit de la pétanque ou de la gymnastique volontaire où les valeurs de jeu, d'harmonie personnelle et d'entretien du corps prédominent largement. Depuis le début des années 1990, l'extension de l'accès de nouveaux sportifs du troisième âge est remarquée. Elle s'inscrit dans le processus du vieillissement général de la population des pays développés. L'enquête menée par le cabinet Synthèse (2001) estimait à plus de 55 % la population réunionnaise âgée de 40 à 70 ans déclarant une activité physique ou sportive au sens large à la Réunion. Les recherches de Catherine Louveau (1996) expliquent que nombre de personnes âgées s'adonnent à une activité sportive car elles sont synonymes d'une meilleure condition physique. Le développement de cette notion de santé présente donc un motif important de participation à la pratique du sport. Dans un autre registre, à partir du milieu des années 1990, les collectivités territoriales ont établi des contrats d'objectifs pour les ligues et les comités locaux afin de les inciter à être dynamiques dans le recrutement des sportifs locaux.

[illegible]Tableau 2. – La création des ligues et des comités sportifs réunionnais².

(Source : Combeau-Mari, 1998 ; Naria, 2005)

2. Les données des types de fédérations proviennent de la catégorie du Ministère de la Jeunesse et des Sports et de la Vie Associative (MJSVA).

L'évolution de ces divers paramètres a influencé le développement des infrastructures sportives. Les installations sportives ont connu une progression régulière passant de 18 à 2 808 unités, soit 156 fois plus entre 1949 à aujourd'hui (fig. 2).

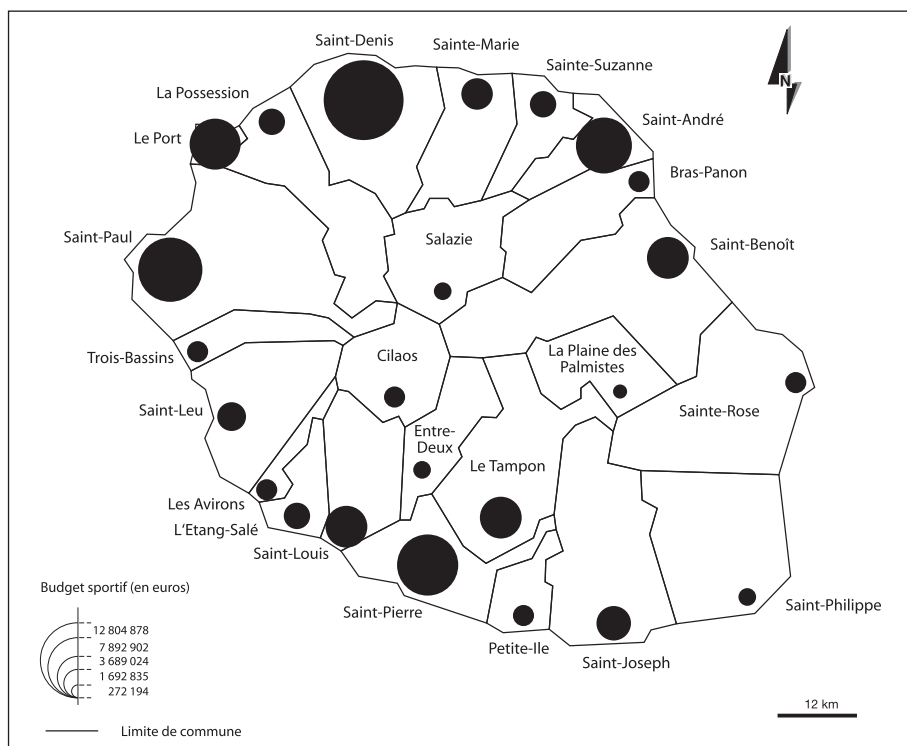


Figure 2. – Répartition du budget sportif à la Réunion.

(Source : MJSVA-RES, 2006)

b - L'évolution de la médiatisation

La seconde raison est liée au rôle joué par les médias avec la plus grande part d'audience des compétitions locales et internationales constatée dans la presse. Effectivement, les trois heures quotidiennes d'émission des années 1960 à l'époque de l'Office de la Radio et de la Télévision Française (ORTF) sont aujourd'hui largement dépassées. Parallèlement, l'introduction et la couverture de la presse télévisée, radiophonique et écrite lors des premiers Jeux des Îles à la Réunion en 1979 incitent davantage les Réunionnais à la pratique sportive. D'autre part, les hebdomadaires locaux, qui accordent de longues pages aux résultats sportifs, encouragent la pratique sportive. Le *Journal de l'Île de la Réunion*, créé en 1950, et le journal *Le Quotidien*, créé en 1976, permettent une meilleure médiatisation du phénomène sportif local. On peut également émettre l'hypothèse suivante : la création de la télévision

Free Dom en 1986 (Chaudenson, 1983) qui diffusait abondamment des films d'arts martiaux en tout genre, a suscité l'intérêt pour les disciplines orientales. Enfin, la vulgarisation des chaînes satellites payantes, – à titre indicatif Canal Plus, Parabole Réunion, Canal Satellite, associée avec le réseau Internet depuis les années 1990 – a réduit l'espace et le temps des grands événements sportifs : la Réunion fonctionne donc en temps réel, atout important dans l'adhésion au phénomène sportif.

c - L'évolution socio-économique

La troisième explication est à mettre en relation avec le développement socio-économique de l'île. Il est aisé de comprendre que le retard total (Combeau, 2001) hérité de la colonie du jeune Département français a largement pénalisé le développement du fait sportif après l'année 1945. Le niveau de paupérisation de l'île était d'une grande ampleur au niveau des aménagements publics, des infrastructures routières ou encore dans le secteur économique. Au fil du temps, l'amélioration du système productif des entreprises réunionnaises représente un facteur qui a induit indirectement le développement des pratiques sportives. Selon l'INSEE, le taux de croissance annuel moyen du Produit Intérieur Brut (P.I.B.) en volume a été de 6 % entre 1960 et 1990. Cette période s'est également traduite par une progression du P.I.B. par habitant de la Réunion de 3,3 % par an. D'autre part, le revenu moyen mensuel des ménages réunionnais est passé de 1 190 euros en 1987 à 1 965 euros en 2000³. Selon une étude de l'Observatoire de Développement de la Réunion (ODR), la dépense mensuelle consacrée par les ménages aux loisirs au sens large s'élève à environ 38 euros (Torit, 2000). Par ailleurs, la progression à la fois des ressources financières et du temps libre des ménages (Poirier, 1999, p. 136) a été favorable au développement aux adhésions sportives fédérales. Pour Schérer (1995, p. 103), le secteur du bâtiment et des travaux publics est le plus dynamique en raison des lourds investissements effectués et qui restent encore à réaliser. Enfin, à partir de 1986, la déréglementation aérienne, qui entraîne la fin du monopole d'Air France sur les liaisons vers la France hexagonale, va favoriser l'augmentation de la participation des licenciés sportifs dans les compétitions nationales et internationales. En définitive, des résultats encourageants sont enregistrés dans le domaine socio-économique. On peut penser que l'augmentation des ressources des ménages réunionnais a été propice au développement des loisirs sportifs au cours des trente dernières années.

d - L'évolution socioculturelle

Un dernier facteur s'articule autour de l'environnement socioculturel. Il a été propice à la diffusion des sports durant ces dernières décennies puisqu'il

3. Ces données proviennent du Tableau Économique Régional.

a été marqué par une meilleure scolarisation et de meilleurs taux de réussite enregistrés dans le système éducatif réunionnais. Dans une autre perspective, les travaux d'André Lapierre invitent à comprendre comment l'émergence d'une nouvelle génération de créoles, plus diplômés et réceptifs aux valeurs du modernisme, ont contribué à l'élargissement des bases sociales dans le recrutement des pratiquants sportifs. Il déclare que ces derniers ont réussi à s'approprier leurs milieux naturels afin de s'adonner au jeu sportif.

« Pour la montagne le chemin est en fait plus simple car il s'appuie sur la fierté que l'on peut tirer des ancêtres qui ont eu le courage de s'enfuir dans les hauts pour échapper aux dures conditions de l'esclavage. La réappropriation de la mer est par contre plus complexe, elle est comme la montagne un lieu qui a été fréquenté par nécessité, mais elle n'est nullement synonyme de liberté, au contraire elle cristallise des peurs. La modernité consiste ici à transcender ces peurs pour jouer là où d'autres ont péri ». (Lapierre, 1999, p. 176)

De plus, la tendance contemporaine des Réunionnais de se tourner vers les activités sportives, ou encore la nouvelle demande de la population créole pour diverses émotions corporelles et esthétiques, expliquent le succès croissant des disciplines sportives. Par ailleurs, le fléau du chômage (sur 31,6 % de la population active au chômage en 2005, 50 % sont des jeunes de moins de 30 ans), les violences domestique et urbaine (Médéa, 2003) ont obligé les hommes politiques réunionnais à répondre à ces phénomènes en développant des politiques sportives de régulation des cités. Il s'agit soit du soutien à des événements sportifs ouverts à toute la population (liés au vélo, football, gymnastique d'entretien, volley-ball...) au sein des municipalités, soit la mise en place d'emplois liés à l'animation sportive dans le cadre d'une économie solidaire. L'action des décideurs dans le domaine sportif a été également d'une grande importance. Les efforts effectués dans l'animation sportive et les événements organisés représentent des indicateurs probants. Pour illustration, le soutien à l'organisation des Jeux sportifs des Villes de l'océan Indien ⁴ ou des Jeux Intervilles de la Réunion à la fin des années 1990 a très certainement favorisé la progression des affiliations sportives. En dernier lieu, la démographie de la population a été la variable la plus expressive par rapport au phénomène sportif. On compte 268 000 jeunes (0 à 19 ans) en 2005 contre 415 000 adultes (20 à 65 ans) en 2005. Ce nombre important de la jeunesse régionale forme une condition particulièrement favorable à une pratique sportive accrue, à l'instar des résultats observés au niveau national (MJS, INSEP, 2001).

4. Ce sont de « mini olympiades » qui réunissent les pays de la zone océan Indien : les îles de Madagascar, de Maurice, des Seychelles, des Comores, la Réunion et dernièrement, les Maldives, font partie des pays participants.

En terme de bilan, le nombre de ligues et de comités sportifs régionaux a été multiplié par 6, le nombre de licenciés par 230, le nombre de disciplines représentées approximativement par 7 et le nombre d'équipements par 159 de la départementalisation à 2005. La population licenciée se caractérise par une progression constante des pratiques sportives dans l'ensemble de la société réunionnaise. Dans ce contexte, s'il est vrai qu'on aurait pu s'attendre à un financement du sport conséquent, il n'en demeure pas moins que la situation est tout autre.

III – Les disparités spatiales des politiques sportives des collectivités réunionnaises

1 – De fortes inégalités spatiales pour le budget total du sport des communes

La part moyenne du budget consacré au sport représente 4,1 % du budget total des communes réunionnaises, estimés par le Crédit Local de France (CLF) à 1,5 milliard d'euros (fig. 3). Si toutes les collectivités régionales s'intéressent au domaine du sport, il faut noter que ce dernier reste un élément facultatif des dépenses communales, comme le montrent les travaux de Dominique Charrier (2002).

Onze communes se distinguent avec des budgets qui sont supérieurs ou égaux à, à peine 4,1 % : Saint-André (6,9 %), le Port (5,1 %), les Avirons (4,9 %), Saint-Paul (4,8 %), Trois-Bassins (4,6 %), l'Étang-Salé (4,5 %), Saint-Benoît (4,4 %), Sainte-Suzanne, Cilaos et Saint-Denis (4,1 % chacun), et Saint-Leu (4 %). Neuf villes ont des taux compris entre 3 % et 4 % : Saint-Pierre (3,9 %), la Possession (3,8 %), Sainte-Rose (3,6 %), Saint-Joseph et Saint-Louis (respectivement 3,5 %), Tampon (3,4 %), Sainte-Marie (3,3 %), la Petite-Île (3,1 %) et l'Entre-Deux (3 %). Enfin, quatre communes possèdent des taux inférieurs ou égaux à 3 % : la Plaine des Palmistes (1,5 %), Salazie (2,6 %), Bras-Panon (2,7 %) et Saint-Philippe (3 %).

Au-delà de la description, la figure 3 synthétise les variations spatiales du financement du sport des communes. Le volume de population regroupée, donc les moyens financiers qui en résultent, permettent de saisir la diversité du poids financier affecté à ce domaine. Il est donc aisé de comprendre que l'augmentation du poids démographique entraîne une croissance du budget sportif.

À la lecture de la figure 4a, on peut remarquer qu'elle ressemble à celle de la localisation des budgets sportifs. La corrélation spatiale entre les variables, à savoir les budgets sportifs des communes et le nombre d'habitants est équivoque. Les budgets sportifs les plus importants en valeur absolue correspondent aux communes les plus peuplées.

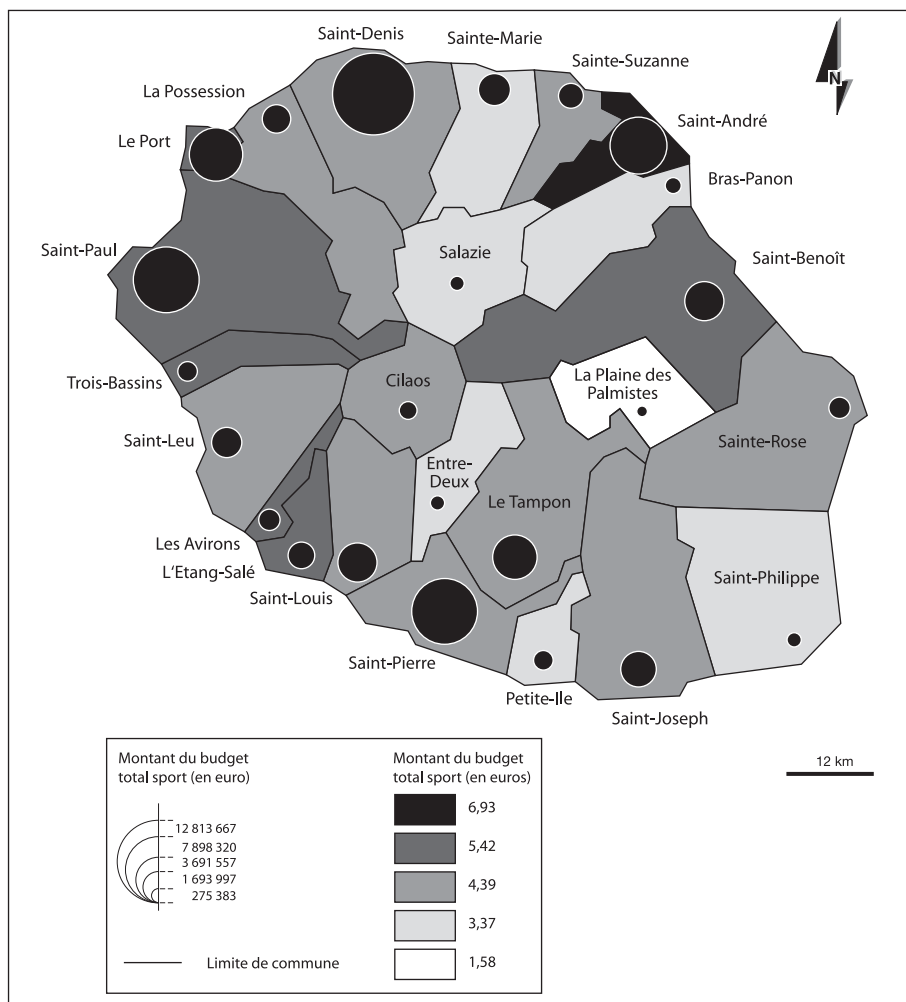
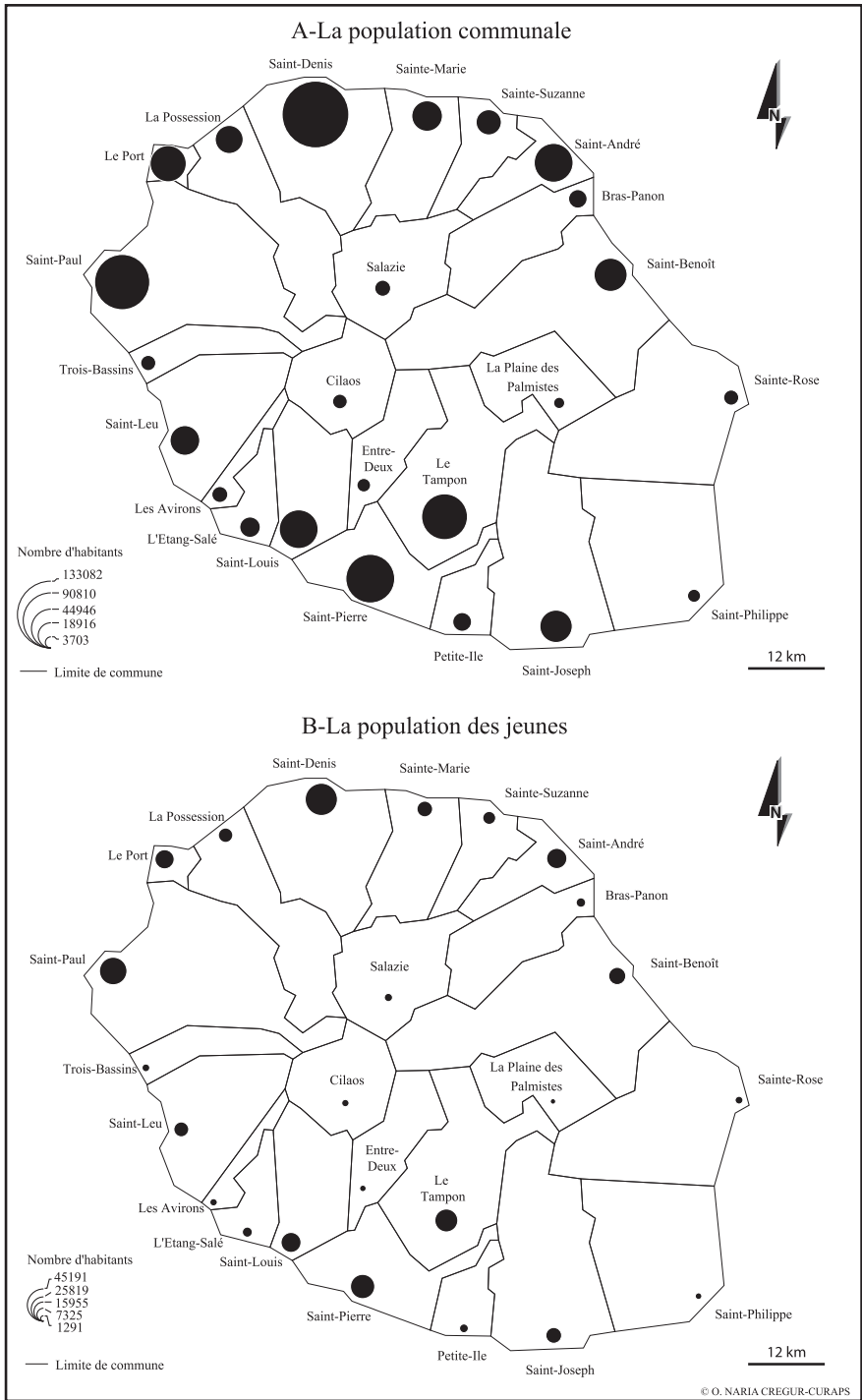


Figure 3. – Le budget total du sport des communes réunionnaises.

L'examen de la figure 4b permet d'affiner ce dernier constat. En effet, l'investissement financier aux sportifs les plus conséquents se localise dans les communes où la population des moins de 20 ans est la plus nombreuse. Les espaces urbanisés de Saint-Denis, de Saint-Paul ou du Tampon sont des illustrations parlantes.

À cette étape du propos, il est intéressant d'avoir un autre instrument de mesure du financement du sport : afin d'éliminer l'effet de taille qui influence naturellement les budgets sportifs des communes, nous avons rapporté le budget sportif par rapport au nombre d'habitants afin d'avoir une vision complète dans l'analyse.



Figures 4 (a et b). – La population de la Réunion.

2 – La croissance et la partition géographique hétérogène du budget sportif par habitant

La dépense sportive moyenne par habitant a presque doublé. Elle est passée de 53 euros pour l'année 1990 à 92 euros⁵ en 2005. Le montant moyen de la dépense sportive par habitant traduit une cartographie en cinq classes qui permet de souligner des communautés géographiques de comportement (fig. 5). Aux grands espaces urbanisés du littoral s'opposent les communes des « Hauts » de l'île.

Onze communes se distinguent avec des budgets qui sont supérieurs à la moyenne : Saint-André (138 €), le Port (136 €), les Avirons (107 €), Saint-Pierre et l'Étang-Salé (111 € chacun), Sainte-Rose (111 €), Trois-Bassins

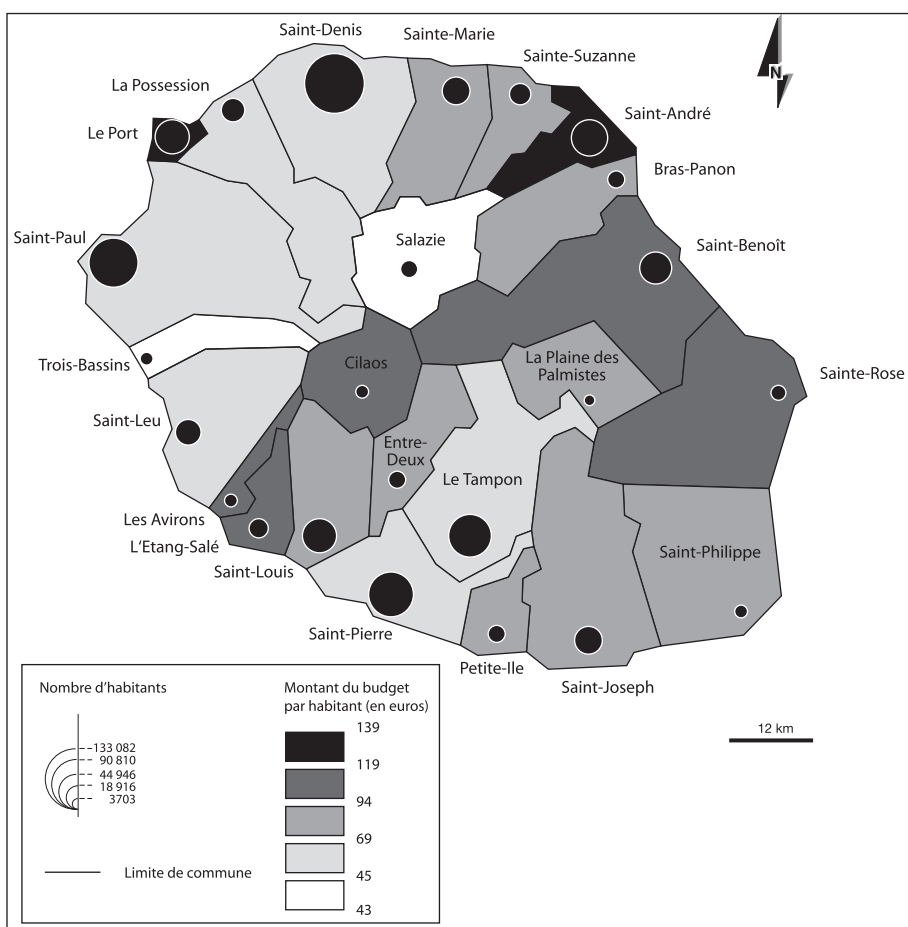


Figure 5. – Le budget sportif par habitant des communes.

5. Les données sont présentées en euros pour l'année 1990 afin de permettre de comparer les chiffres.

(107 €), Saint-Benoît (103 €), Cilaos et Saint-Denis (96 € chacun) et Saint-Paul (92 €). Treize communes sont inférieures à la moyenne, Saint-Philippe (90 €), la Petite-Île (77 €), Sainte-Marie (76 €), la Plaine des Palmistes (74 €), Saint-Louis (72 €), Sainte-Suzanne (71 €), Saint-Joseph (69 €), Bras-Panon (66 €), Saint-Leu (64 €), Salazie (63 €), la Possession (60 €) et le Tampon (58 €).

À l'échelle régionale, la réduction de l'effet de taille comporte peu d'incidences sur la répartition spatiale du financement du sport. Une première explication tient à la faible corrélation entre le poids de la population et l'effet de taille des communes. Cette relation est fort habilement étayée par les théories de Dominique Charrier. L'auteur explique que

« les dynamiques, et surtout leurs moteurs, qui rendent compte de la structuration démographique actuelle de l'espace français interviennent directement dans l'intensification du financement du sport par les institutions politiques correspondantes » (Charrier, 2002, p. 49).

Ce propos nous invite à considérer l'interaction entre la localisation de la population locale et celle des budgets sportifs, qui sont dépendantes l'une de l'autre « parce qu'elles sont les conséquences – parmi tant d'autres – du même ensemble de processus socio-spatiaux ». Ces observations sont validées au niveau régional.

Par ailleurs, une partie des communes, telle que Saint-André (1996), le Port, les Avirons (Dennemont, 1999), Saint-Pierre (Naria, 2000), l'Étang-Salé, Saint-Benoît, Saint-Denis et Saint-Paul se caractérisent par une politique sportive ayant une histoire ancienne où les fortes densités de population et les situations socioéconomiques handicapées par des maux sociaux très lourds les ont en quelque sorte obligé à mettre en place des politiques d'animation sportive en leur centre urbain. De surcroît, la variété des contenus des politiques sportives municipales s'exprime par la diversité des actions des élus en fonction de leurs orientations idéologiques, politiques voire historiques. À titre d'exemple, on peut noter l'instauration du plan pluriannuel d'équipements sportifs initiée à partir de 1998 à Saint-Pierre. C'est aussi l'illustration de l'animation sportive confiée à l'OMS du sport en 1971, qui a structuré les autres structures communales autour du CROMS à partir de 1983.

Ces localités font état en plus d'un patrimoine du bâti sportif relativement récent et d'une intensité de pratique sportive globalement supérieure à la moyenne régionale. Les stratégies développées ici et là expriment donc une certaine ancienneté dans l'organisation des institutions communales qui pèsent largement sur les choix budgétaires.

Malgré un budget par habitant dans le peloton de tête, les communes de Sainte-Rose, de Trois-Bassins et de Cilaos résultent davantage de logiques

opportunistes. La mise en application du Projet Sportif Local ⁶ (PSL) peut constituer malheureusement souvent la totalité du budget consacré au sport dans ces communes en 2005 ! À ce sujet, le directeur de l'OMS de Sainte-Rose déclare qu'

« étant donné les retards structurels qui sévissent dans la commune, le sport représente un domaine différent. Si bien que le PSL représente une réelle opportunité pour les plus petites communes ».

Cette prise d'appui sur des dispositifs locaux en matière de développement sportif est généralement bien suivie. Cependant elle diffère selon les localités à cause d'un climat d'austérité économique pour une grande partie des collectivités du point de vue « structurel et conjoncturel » pour reprendre les termes d'Amine Valy. Pour cet économiste, il affirme que

« les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement des communes ont fortement augmenté de 1989 à 1997. [...] On constate une nette dégradation de l'épargne disponible des communes, résultant, d'une part, d'une trop forte augmentation des investissements, et d'autre part, d'une évolution trop rapide des dépenses de fonctionnement par rapport aux recettes » (Valy, 2003, p. 58).

Les autres communes de Saint-Philippe, de la Petite-Île, de Sainte-Marie, de l'Entre-Deux, de la Plaine des Palmistes, de Sainte-Suzanne, de Salazie et de la Possession paraissent quant à elles en retrait. Pourtant, cela ne veut pas obligatoirement dire qu'il y a une absence de politique sportive. Globalement, ces localités sont dans l'obligation de se fixer des choix pour dégager des crédits dans l'aménagement des installations sportives ou dans l'attribution des subventions aux associations sportives. Elles ne peuvent pas se positionner dans les deux champs en même temps. Il faut cependant relativiser cette approche puisque ces communes ont globalement initié des efforts financiers dans le domaine du tourisme sportif de nature (Bessy et Naria, 2004, p. 90) pour mettre en valeur leurs patrimoines et tenter de se développer durablement.

Les cas de Saint-Louis et du Tampon s'expliquent pour le premier, par une politique axée sur les grands logements, et pour l'autre, par un contrôle du budget imposé par son député maire, dans les différents secteurs d'intervention de la commune : là, la domination de la politique de la ville est clairement affichée par rapport au secteur sportif.

Un autre cadre interprétatif provient de la corrélation entre la carte du budget sportif par habitant avec la carte de la Réunion sportive en 2005 (fig. 6).

6. Le PSL vise à développer une démarche citoyenne au plan local, à responsabiliser les forces vives œuvrant sur le territoire communal, à diversifier les activités sportives en prenant en compte toutes les formes de pratique (sport scolaire, sport féminin, sport chez les retraités...), à favoriser l'insertion des publics exclus à travers l'animation sportive et enfin à structurer l'offre sportive sur le plan communal.

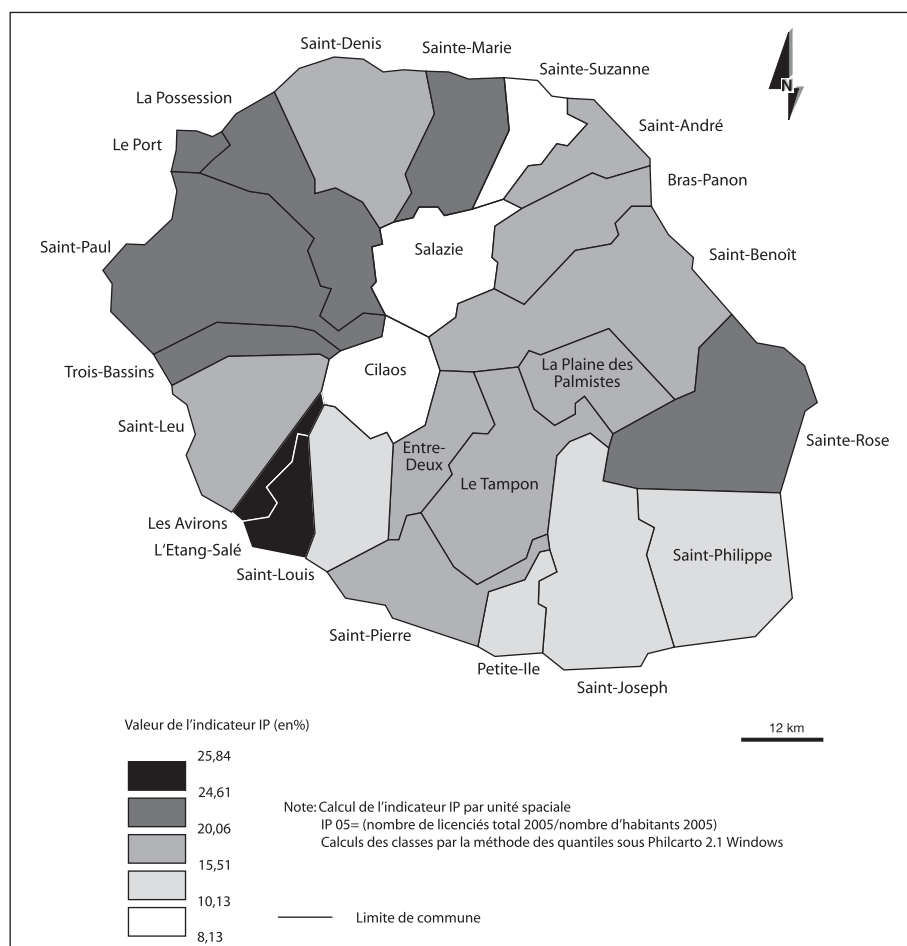


Figure 6. – La Réunion sportive en 2005.
 Une mesure de l'intensité de la pratique sportive globale
 à l'échelon communal.

Les communes marquées par une intensité de pratique sportive relativement forte ont un financement du sport relativement conséquent. Les écrits de Ludovic Jeanne tendent à expliquer cette situation en soutenant

« les contextes particuliers de l'insertion des pratiques sportives dans les modes de vie urbains, notamment avec l'ampleur particulière prise au cours de la dernière décennie par le « sport spectacle » (Jeanne, 2002, 156).

Cette structuration socio-spatiale du financement du sport est très inégale selon les communes. Face à la situation complexe d'aujourd'hui, les acteurs politiques adoptent des stratégies déterminées entre une optimisation des moyens engagés et un réalisme socio-économique prégnant. On peut soutenir

que les problèmes sociaux, démographiques et fiscaux restreignent les politiques sportives des communes réunionnaises. De plus, les emprunts contractés durant les premiers mandats politiques de la décennie 1980 l'ont été à une époque où les taux d'intérêt étaient plutôt élevés. Leurs remboursements s'échelonnent donc sur des longues durées qui se ressentent encore au cours de l'année 2005. En outre, les politiques du logement social ont été onéreuses ainsi que des aléas climatiques, notamment le cyclone Firinga (1989), qui ont entraîné des dégâts extrêmement dévastateurs pour les communes.

Ces différents aspects ont donc mobilisé autant de financements qui ont amenuisé le secteur sportif. Il est difficile de faire ressortir une logique d'ensemble de la géographie des choix budgétaires tellement elles sont dominées par le sentiment versatile des politiques sportives. Dans cet esprit, Dominique Charrier déclare que

« les collectivités locales attestent du caractère « résiduel » des politiques sportives. Tout se passe comme si les choix budgétaires relatifs au sport se faisaient en dernier » (1995).

On peut toutefois répondre avec Ludovic Jeanne (2002, p. 156) que cette distribution géographique témoigne des changements socioculturelles qui ont marqué l'adhésion sportive et les représentations sociales majeures dans la société réunionnaise et avec un certain retard par rapport à la France métropolitaine.

L'analyse de la situation des équipements sportifs (fig. 2) permet d'avoir un autre regard sur le financement du sport. Elle met en évidence encore une fois deux déséquilibres majeurs, entre la Réunion littorale urbaine et celle des « Hauts » de l'île.

On peut souligner que les plus petites communes où les équipements du sport sont les plus faibles ne contribuent pas à l'investissement financier des décideurs. Le budget sportif par habitant évolue donc avec la hiérarchie des équipements du sport. En conséquence, plus les villes sont équipées et urbanisées, plus elles totalisent de valeurs élevées dans le financement sportif.

Cette situation obéit à la même logique culturelle qu'en métropole dans le sens où le mode de vie urbain favorise l'engagement du financement des politiques sportives (Charrier, 2002). Cet état de fait trouve son explication dans le développement inégal du territoire qui entraîne la survalorisation urbanistique du littoral qui regroupe 85 % de la population et de l'activité économique réunionnaise. Le faible montant consacré au secteur du sport dans les « Hauts » est à l'image du retard de développement et d'aménagements de cette partie de l'île (Jauze, 1998). La part du budget sportif de Cilaos par exemple est tout à fait révélatrice de l'enclavement à la fois géographique et culturel de ce cirque.

De manière générale, les communes les moins équipées orientent davantage leurs budgets sportifs en terme de fonctionnement. Le maire de Cilaos affirme ainsi que ce secteur représente une difficulté en raison des autres priorités de son projet politique qui concernent surtout le travail et l'aménagement du cirque. On peut interpréter que le faible niveau des ressources de ces communes, marqués par une urbanisation plus limitée, ne leur permet pas de développer un financement sportif ambitieux. Les élus en charge de ce domaine ont du mal à revendiquer des orientations stratégiques pour le sport.

Au contraire, les grands espaces urbanisés produisent un effort plus soutenu en la matière. Mais la généralisation demeure complexe. Les conjonctures communales sont variées et plurifactorielles.

Une réponse timorée commence à émerger dans les premières réflexions qui s'organisent sur les politiques sportives définies dans le cadre de l'intercommunalité à l'échelle des territoires réunionnais. Il est souhaitable que la situation tende vers une meilleure cohérence socio-spatiale sur le financement local des politiques publiques sportives.

Succédant aux jeux d'hier, les pratiques sportives à la Réunion, ayant bénéficié des développements socio-économique et culturel de la population réunionnaise, se sont largement accompagnées de la croissance des effectifs de licenciés. Dans le même temps, la progression des affiliations fédérales résulte d'une prise en compte du phénomène par les collectivités territoriales et locales depuis la décennie 1970.

Face à la disparité spatiale des taux de pratique, les communes s'engagent de manières différenciées par rapport au financement de la sphère sportive. L'examen du rapport des communes au coût du sport met l'accent sur des stratégies extrêmement différentes où la difficile conjoncture locale conjuguée à un cadre socioculturel relativement instable interpelle les projets politiques mis en œuvre.

L'observation du financement des politiques sportives conduites souligne l'hétérogénéité des unités spatiales mises en évidence. Les densités de population, les taux de licenciés, la cartographie des équipements permettent d'apprécier logiquement la structuration spatiale du territoire sportif régional.

Cependant, la limite de cette analyse réside dans l'absence de repère diachronique, tout au moins avant la dernière décennie. En effet, on ne peut pas savoir si cette situation reflète une dynamique qui s'est installée dans le temps ou bien si elle traduit simplement l'instantané.

Bibliographie

- AUGUSTIN J.-P., 2002 – Les dynamiques socio-spatiales des pratiques sportives. In : HUET A. et SAEZ G., dir. – *Le Règne des loisirs*. Éd. de l'Aube - DATAR, p. 135-165.
- BAYEUX P. et DUPUIS J., 1996 – *Les politiques publiques sportives territoriales : de l'élaboration à l'évaluation*. Édition CNFPT.
- BAYEUX P., 1996 – *Le sport et les collectivités territoriales*, Paris : PUF, 198 p., (Que Sais-je ?, n° 3).
- BESSY O. et NARIA O., 2004 – Sports de nature et développement durable à la Réunion. Une stratégie politique à affirmer, Sports de nature. Des territoires et des hommes (en collaboration avec le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la vie associative). *Revue Espace*, n° 82, 90 p.
- BESSY O. et NARIA O., 2003 – *Loisirs et tourisme sportif de nature à La Réunion : État des lieux, enjeux et perspectives en matière de développement durable*, Rapport de recherche sous la directive du Conseil de la Culture de l'Éducation et de l'Environnement (CCEE), 150 p.
- CALLEDE J.P., 2000 – *Les politiques sportives en France. Éléments de sociologie historique*. Éditions Economica. Paris.
- CALLEDE J.-P. et DANE M., 1991 – *Sociologie des politiques sportives locales. Trente ans d'action sportive à Bègles (Gironde)*. Pessac : Édition MSHA, 180 p.
- CHARRIER D., 2002 – L'analyse macroéconomique du financement du sport par les collectivités locales. In : CHARRIER D., éd. – *Le financement du sport*. Paris : PUS, p. 20.
- CHAUDENSON R., 1983 – *Actualités réunionnaises*, Saint-Denis : Livre Réunion, p. 179.
- CHAZAUD P., 1989 – *Le sport dans la commune, le département et la région*. Paris : Berger-Levrault.
- COMBEAU Y., 2001 – *La vie politique à la Réunion, 1942-1963*. Paris : Sedes.
- COMBEAU-MARI E., 1998 – *Sport et décolonisation, La Réunion de 1946 à la fin des années 1960*, Paris : L'Harmattan.
- DENNEMONT T., 1999 – *Réflexions pour une politique d'animation sportive, Commune des Avirons*, 40 p.
- Étude sur l'impact économique du sport à la Réunion. Synthèse*. 2001, 50 p.
- JAUZE J.-M., 1998 – Les centralités emboîtées de l'espace réunionnais, *Mappemonde*, Paris, n° 51, p. 27-30.
- JEANNE L., 2002 – Le financement géographique du sport par les collectivités locales. In : CHARRIER D., éd. – *Le financement du sport*. Paris : PUS, p. 156.
- LAPIERRE A., 1999 – *Culture créole, culture française et pratiques sportives à La Réunion*, Thèse de doctorat en STAPS, Paris XI, 216 p.
- LAURET R., 1996 – *L'OMS du Port, 25 ans d'une expérience unique : ou le pari du sport pour tous et toutes*. Paris : OMS du Port, Île de la Réunion - L'Harmattan, 425 p.
- LIVE Y.S., 1999 – Sociologie de la Réunion : mutations, paradoxes, représentations, migrations. In : *La recherche anthropologique à la Réunion*, Paris : L'Harmattan, Université de la Réunion, p. 185.

- LOUVEAU C., 1996 – Masculin, Féminin, Sports. In : PERRIN E., dir. – *Sociologie du sport*. Genève : Université de Genève, p. 43. (Études et Recherches du Groupe Interfacultaire des Sciences du Sport, n° 5).
- MEDEA L., 2003 – *La violence à la Réunion, Appel à projet du Conseil Général : Le Réunionnais dans son espace social*. Saint-Denis : Conseil général, 35 p.
- MIGNON P. et TRUCHOT T., 2002 – *Les pratiques sportives des Français*. Paris : Vigot.
- MJS-INSEP , Paris, 2001 – La France sportive, Premiers résultats de l'enquête « pratiques sportives 2000 ». *Stat-INFO*, Paris, n° 1.
- MOLLARD F., 1996 – Le sport interquartier. In : LAURET R. – *L'OMS du Port, 25 ans d'une expérience unique : ou le pari du sport pour tous et toutes*. Le Port : OMS du Port, Île de la Réunion, p. 13.
- NARIA O., 2001 – *Les OMS ou les structures de l'animation sportive à l'île de la Réunion : États des lieux et prospectives, Rapport de mission CROMS, Région Réunion*. Saint-Denis : CROMS, 100 p.
- NARIA O., 2004 – Dynamiques spatiales et politique d'aménagement des équipements sportifs à la Réunion. In : « *Vivre du sport/pour le sport. Sociologies des cultures et des pratiques sportives* », *Actes du Deuxième congrès de la Société de Sociologie du Sport de Langue Française*. Paris : URCS/UFR STAPS Paris XI, p. 104.
- NARIA O., 2005a – *Les pratiques sportives à La Réunion. Contribution à l'analyse d'un espace géographique atypique*, Thèse de doctorat nouveau régime de géographie, Faculté des Lettres et de Sciences Humaines, Université de la Réunion, Saint-Denis, 440 p.
- NARIA O., 2005B – Diffusion et stratégies d'acteurs liés à l'aménagement des courts de tennis à l'île de la Réunion : entre utilités publiques et intérêts privés. In : *Actes du troisième congrès de la Société de Sociologie du Sport de Langue Française*, Nantes, p. 109-110.
- POIRIER J., 1999 – Culture créole, hétéroculture réunionnaise. In : *La Recherche anthropologique à la Réunion*. L'Harmattan, Université de la Réunion, p. 185.
- PRAICHEUX J., 1993 – *Contribution à l'analyse des espaces du sport*. Document de synthèse pour le diplôme d'habilitation à diriger des recherches, IRADES, Université de Franche-Comté.
- SCHERER A., 1998 – *La Réunion*. Paris : PUF, (Que Sais-Je ? N° 1846).
- TORIT S., 2000 – *Les loisirs des Réunionnais*. Saint-Denis : ODR, (Études et Synthèses de l'ODR, n° 51).
- VALY A., 2003 – Évolution des communes de l'île de la Réunion. In : *Actes du colloque sur le Bilan de la décentralisation (1982-2002)*. Saint-Denis : Université de la Réunion, Conseil Régional.

Résumé

L'analyse du financement des politiques publiques sportives des communes réunionnaises montre des comportements spatiaux au caractère versatile. Au-delà du constat des faits, la décision politique en la matière est intimement liée aux contextes socio-économique, urbain, démographique et aux besoins de la population des communes. Cette vision de l'engagement des budgets sportifs apporte des éclairages sur l'action de la politique publique. En raison d'un contexte socio-économique stigmatisé par des pathologies sociales lourdes et d'une forte population jeune, on aurait pu s'attendre à un financement soutenu des politiques publiques sportives locales. Cependant force est de constater que ce domaine constitue un secteur secondaire des priorités politiques.

MOTS-CLÉS : Réunion, politique publique, financement, sport, inégalités spatiales, communes.

Abstract

Spatial disparities of politics for the public sporting foundings by the Réunion "communes"

The analysis of the politics for the public sporting foundings by the Reunion commons shows some spatial behaviour with changing characteristics. Beyond the facts, the political decision is deeply tied with the socio-economic, urban and demographic contexts and to the needs of the population. This vision of the sporting budgets' commitment provides a clearer view on the political actions done by the commons. Because of a stigmatized social-economic context by heavy social pathologies and a young population, we could expect for a permanent money resources by the public sporting politics. But this is a domain where they constitute secondary priorities by the public politics.

KEYWORDS : *Réunion Island, Public politics, foundings, sport, spatial disparities, "Commune".*